



**The Alternatives Project**

## **DÉCLARATION DU PROJET POUR DES ALTERNATIVES**

### **JUSTICE ÉDUCATIVE POUR UNE TRANSFORMATION SOCIÉTALE : UN CADRE D'ACTION**

Nous, soussignées, pensons que les arrangements sociaux, économiques, politiques et éducatifs actuels reproduisent des relations de pouvoir qui créent de profondes inégalités et menaceront à terme la vie sur la planète. Nous défendons des pédagogies alternatives et des systèmes éducatifs justes et régénératifs qui soutiendront les transformations sociales dont nous avons besoin pour créer un monde plus riche, plus équitable et durable.

Les crises mondiales co-existantes et interdépendantes poussent l'humanité et la planète vivante vers un effondrement politique, social, économique et écologique. Ces crises - actuellement observées à travers la pandémie mondiale de coronavirus, les inégalités structurelles, la brutalité policière et le racisme, le patriarcat enraciné, l'accélération du chaos climatique et la menace constante de guerres - sont conduites à l'échelle mondiale par le capitalisme et le militarisme. Nous devons saisir ce moment historique et unique pour repenser et changer radicalement l'éducation publique en tant que point d'entrée pour des transformations plus profondes qui renforceront la solidarité et la coopération humaines et mettront fin au racisme, au patriarcat et au capitalisme. Nous rejetons l'idée selon laquelle la priorité de l'éducation est de créer un « capital humain » ; nous affirmons que les priorités de l'éducation doivent inclure des écosystèmes régénératifs et une plus grande justice sociale pour les générations actuelles et futures. Cela nécessite la création de systèmes éducatifs justes, ce que nous ne pouvons réaliser que dans le cadre d'une lutte plus large pour la transformation sociale dans toutes les autres sphères, en particulier celles de l'économie et de la politique.

Des luttes progressives sont nécessaires pour former de nouveaux contrats sociaux qui servent les intérêts collectifs du plus grand nombre plutôt que les intérêts personnels de quelques-unes. L'histoire humaine reflète une série de transitions sociales complexes et interdépendantes façonnées par les relations de pouvoir : de l'agrarisme à l'industrialisation, en passant par la conquête coloniale, les dictatures autoritaires, le post-colonialisme, la mondialisation néolibérale et les révolutions numériques et la collusion entre le capitalisme de surveillance et l'État sécuritaire que nous connaissons aujourd'hui. Chaque nouvelle classe dominante produit une idéologie qui perpétue sa domination, justifie les inégalités qu'elle crée invariablement et favorise le pessimisme selon lequel le changement n'est pas du tout possible. Ces hégémonies idéologiques impliquent presque toujours l'adhésion à, et créent des systèmes éducatifs qui renforcent des hypothèses hiérarchiques et des conceptions binaires rigides - humain/non-humain, homme/femme, esprit/corps, séculier/spirituel, supérieur/inférieur, urbain/rural, nous/elles et eux - qui supposent le droit de conquête et d'exploitation du monde naturel et toutes les

espèces vivantes. Les populismes contemporains autoritaires, nativistes, patriarcaux et coloniaux émergents dans le monde à la suite de la mondialisation et de l'augmentation des migrations dues aux conflits et au changement climatique aiguisent ces oppositions binaires et provoquent des insécurités sociales pour resserrer leur emprise.

Aujourd'hui, les systèmes éducatifs du monde entier sont forgés dans l'esprit du capitalisme néolibéral et des idées d'efficacité, de taux de rendement, de choix, de concurrence et de croissance économique. Cette idéologie donne aux riches sociétés multinationales et aux milliardaires un pouvoir débridé pour remodeler l'économie mondiale et les systèmes politiques nationaux, perpétuant une activité économique extractive, basée sur le carbone et entraînant une consommation sans contrainte et la dégradation critique des écosystèmes. Organisés de cette manière, les systèmes éducatifs servent à renforcer et à légitimer les inégalités sociales, la ségrégation et la stratification au sein et entre les nations. Pourtant, autant qu'elle reflète les hégémonies dominantes, l'éducation est également un sujet central de contestation. Les États autoritaires, sachant très bien que l'éducation peut être une force de transformation, agissent rapidement pour l'utiliser comme un outil pour assurer la conformité et le contrôle.

Par conséquent, pour de nombreux enfants et jeunes, ce monde est morose. La qualité de l'éducation qu'elles/ils reçoivent est de plus en plus segmentée en fonction du statut socio-économique et de la situation géographique de leur famille. L'éducation est de plus en plus organisée sur des marchés concurrentiels qui créent et enracinent les inégalités raciales, de classe sociale et de genre où les prestataires et les entrepreneurs privés, ainsi que les enseignantes et les étudiantes se font concurrence et sont classées selon la rentabilité et des tests standardisés : un modèle d'éducation marchand fourni via des budgets publics limités, basé sur les résultats, la formation de capital humain, le taux de rentabilité économique et l'optimisation des ressources. Ce modèle renforce l'exceptionnalisme humain, les préjugés racistes et la suprématie blanche, le dénigrement de la différence, la légitimation des inégalités économiques et politiques, l'hyper-individualisme, une croissance économique débridée, une réception sans critique de la rhétorique publicitaire et le respect d'un régime autoritaire. L'une des conséquences est la contradiction étrange selon laquelle la population la plus instruite de l'Histoire de l'humanité déclenche collectivement l'éco-effondrement des systèmes de la planète vivante, un acte de suicide collectif et d'écocide.

Au cours des trente dernières années, le plaidoyer sans relâche de la société civile et des syndicats de l'éducation a poussé le monde à embrasser le droit à l'éducation et l'aspiration à l'éducation pour toutes et tous : la scolarité obligatoire s'est étendue à des niveaux sans précédent - engageant près de deux milliards d'enfants chaque jour. La plupart des familles considèrent maintenant que l'achèvement de 8 à 12 années de scolarité est essentiel pour l'avenir de leurs enfants, et la plupart des gouvernements partent du principe que fournir une éducation publique gratuite à tous les enfants et jeunes est une bonne politique publique. Mais nous sommes loin d'y parvenir. En particulier, les injustices structurelles plus larges causées par les quatre dernières décennies de fondamentalisme du marché ont conduit à une sous-dépense soutenue du secteur social, et ont dénigré toute activité gouvernementale comme « inefficace » et « inutile ». Par conséquent, le financement de l'éducation a été terriblement insuffisant, et un effort financier beaucoup plus important est nécessaire et est possible, de la part des gouvernements nationaux ainsi que des organisations internationales bilatérales et multilatérales.

Ce n'est pas qu'il n'y ait pas d'argent ; les gouvernements trouvent toujours de l'argent à dépenser pour l'armée, la police, la sécurité et la surveillance, et le bien-être des entreprises. Pour faire face à cette idéologie, nous devons exposer la rareté comme un mythe et l'austérité comme un choix politique

délibéré pour conduire l'agenda de la privatisation néolibérale. Si les objectifs de dépenses en éducation reflètent un consensus mondial, la plupart des gouvernements n'atteignent même pas l'objectif de consacrer 20% des dépenses publiques et 6% de leur PIB à l'éducation. La communauté internationale a promis pendant des décennies de consacrer 0,7% de son PIB à l'aide publique au développement, mais n'en alloue qu'une fraction. Et tous ces objectifs sous-estiment largement le besoin.

Nous devons faire valoir ces arguments dans la sphère publique. Le problème va au-delà du financement. Les institutions financières internationales - telles que le FMI et la Banque mondiale - sont des institutions néocoloniales qui promeuvent dans le monde entier des politiques néolibérales, dites du consensus de Washington. Le FMI et la Banque mondiale ont joué un rôle majeur en influençant les politiques éducatives (et autres politiques sociales). Au lieu de soutenir l'éducation, le FMI limite en fait les dépenses des pays pour l'embauche d'enseignantes et d'autres travailleurs/euses du secteur public. La Banque mondiale prétend être une source de conseils objectifs basés sur la recherche, mais au cours des quatre dernières décennies, elle a fondé ses recommandations sur son idéologie néolibérale. Il est grand temps qu'une nouvelle conférence de Bretton Woods envisage une refonte majeure du FMI et de la Banque mondiale.

Nous appelons à un changement radical. Tous les gouvernements doivent mettre en place une éducation publique gratuite, de la petite enfance à l'enseignement supérieur, qui permettra une réévaluation critique, participative et démocratique de la façon dont nous pensons et agissons ensemble dans le monde. Pour dispenser l'éducation en tant que droit humain, il faut des systèmes publics entièrement financés, de manière durable, par des systèmes fiscaux progressifs et redistributifs nationaux et mondiaux, avec l'assistance inconditionnelle de la communauté internationale. Le programme scolaire devrait rejeter activement la complicité docile des consommateur/trices qui alimente le réchauffement et la catastrophe climatique. Enracinée dans la communauté, l'éducation doit être culturellement pertinente et doit promouvoir les valeurs humanistes d'antiracisme, d'anti-sexisme, de solidarité, de cohésion sociale, d'empathie, d'imagination, de créativité, d'épanouissement personnel, de paix, de gestion éco-responsable et de renforcement de la démocratie. Les enseignantes ont besoin d'une autonomie professionnelle, de conditions de travail de qualité et, par le biais des syndicats et d'autres organisations, d'une voix majeure dans l'élaboration des politiques. De même, les étudiant·e·s et leurs organisations représentatives doivent également avoir une voix dans la prise de décision politique et pédagogique, leur droit à la participation étant pleinement reconnu.

Le monde a besoin d'une révision radicale de l'éducation qui aidera à transformer et à créer des sociétés régénératrices. Cela nécessitera un nouveau contrat social qui valorise les dépenses sociales au-dessus des dépenses militaires et de sécurité, et va au-delà des intérêts étroits du monde des affaires, des entreprises de l'Ed Tech, des chaînes d'écoles privées et d'autres acteurs à but lucratif du secteur éducatif. Nous appelons à inverser le mouvement vers la privatisation de l'éducation et d'autres services sociaux, et à exclure la logique commerciale de l'éducation et de l'élaboration des politiques sociales. Nous tirons plutôt parti des luttes et des leçons d'étudiantes et d'enseignantes organisées, du mouvement syndical dans son ensemble, d'organisations communautaires démocratiques - y compris des associations de minorités, de migrantes et de réfugiées - ainsi que de médias indépendants, d'organisations et de professionnelles qui partagent notre engagement pour faire progresser la justice dans les sociétés réellement défectueuses dans lesquelles nous vivons. Ces groupes ont déjà développé des alternatives pour la justice éducative, y compris des écoles et des programmes d'éducation non formelle qui soutiennent la souveraineté socialiste, autochtone et noire du XXI<sup>e</sup> siècle, le décolonialisme, *Black Lives Matter* (La vie des Noirs compte) et les pédagogies abolitionnistes et critiques.

La justice dans l'éducation dépend de l'avancement des objectifs liés à la justice dans quatre domaines :

1. Justice sociale - *Construire une éducation pour l'équité, la transformation et une vie régénératrice*

Les systèmes éducatifs doivent se réorienter vers la lutte contre les inégalités et les injustices dans leurs sociétés, en favorisant la justice raciale, de genre et pour les personnes handicapées, et des modèles d'inclusion qui apprendront à travailler collectivement et à conduire la transformation de l'éducation et de la société.

2. Justice climatique - *Apprendre comment nous pouvons vivre de manière régénérative sur la planète*

Nous avons besoin d'un *New Deal Vert* Mondial et de systèmes d'éducation publique qui enseignent l'écologie humaine et les valeurs de protection de la vie sur Terre qui faciliteront cette transformation à la fois aujourd'hui et à l'avenir.

3. Justice économique - *Financer l'éducation et d'autres services publics dans une économie transformée*

Le système économique doit satisfaire les besoins réels de tous les peuples en se concentrant sur l'équité et les opportunités, et non sur le profit. Cette pandémie doit marquer un passage fondamental du capitalisme à la démocratie sur le lieu de travail, et à une économie radicalement redistributive qui donne la priorité à une fiscalité progressive et à des dépenses progressives dans les services publics pour toutes et tous, aux niveaux national et mondial.

4. Justice politique - *Redéfinir l'engagement politique à tous les niveaux*

Nous devons nous éloigner de l'autoritarisme et du nationalisme xénophobe. Nous devons dynamiser la solidarité mondiale, cultiver la coopération internationale et renforcer les mouvements populaires intersectionnels mondiaux. Nous devons développer des démocraties plus inclusives et participatives aux niveaux local, national et mondial.

Ces idées initiales n'indiquent pas un mirage utopique lointain ; elles s'appuient plutôt sur les pensées et les actions de nombreux groupes et organisations progressistes à travers le monde. Nous, soussigné·e·s, considérons ces idées pour une nouvelle vision radicale de l'éducation et de la société comme des directions nécessaires pour contrer et surmonter les crises graves auxquelles la planète est confrontée.